



11/1-3
B.23

GI:TCP/LEB/8821

PROGRAMME DE COOPERATION TECHNIQUE

الجمهورية اللبنانية
مكتب وزير الدولة لشؤون التنمية الإدارية
مركز مشاريع ودراسات القطاع العام



Republic of Lebanon
Office of the Minister of State for Administrative Reform
Center for Public Sector Projects and Studies
(C.P.S.P.S.)

MISE EN PLACE D'UN SYSTEME DE GESTION DE L'INFORMATION AGRICOLE

LIBAN

Compte rendu final du projet
préparé pour
le Gouvernement du Liban
par
l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET
L'AGRICULTURE

Rome, 2000

LISTE DES ABREVIATIONS

DEC	-	Direction des études et de la coordination
ESS	-	Division de la statistique, FAO
GIL	-	Division de la bibliothèque et des systèmes documentaires, FAO
IIS	-	Internet Information Server
NTIC	-	Nouvelles technologies de l'information et de la communication
RAS	-	Remote Access Server
SGI	-	Service de gestion de l'information
SGIA	-	Système de gestion de l'information agricole
SIG	-	Système d'information géographique
TCP/IP	-	Transmission Control Protocol / Internet Protocol

1. INTRODUCTION

L'agriculture représente environ 10% du PIB libanais, soit la moitié de ce qu'elle était dans les années 70. Néanmoins, le secteur agricole constitue encore la principale source de revenus pour 20 à 30% de la population, surtout dans les zones isolées. De plus, la part de l'agriculture dans les exportations demeure importante.

Le Ministère de l'agriculture, qui a la responsabilité statutaire de formuler la politique agricole et de développer le secteur agricole, a été restructuré après la fin de la guerre civile. Ses efforts de formulation de stratégie, efficaces et bien ciblés, se heurtent toutefois à l'absence d'un système permanent de collecte de statistiques agricoles et au manque de données sectorielles récentes.

Afin de combler ces lacunes, le projet *Développement de l'infrastructure agricole*, financé par la Banque mondiale en 1996 et doté d'un montant initial de 31 millions de dollars EU, a pour objectif *inter alia* de réaliser le premier recensement agricole national depuis les années 60, de rétablir un système permanent de statistiques agricoles, et de mettre en place un Système de gestion de l'information agricole (SGIA) au sein du Ministère de l'agriculture.

Pour mener à bien ce recensement et rétablir le système permanent de statistiques, le Gouvernement a sollicité l'assistance de la FAO, qui s'est traduite par l'exécution des projets UTF/LEB/015, *Assistance préparatoire au recensement agricole*, et UTF/LEB/016, *Assistance au recensement agricole*. La composante SGIA sera exécutée sous la forme d'un addendum au projet UTF/LEB/016 (volet de 36 mois couvrant la période 2000-2002).

Afin de mettre rapidement en place le SGIA et de créer une unité centrale auprès de la Direction des études et de la coordination (DEC), qui assurera la coordination des travaux entrepris dans le cadre du système, le Gouvernement a cependant sollicité, dès 1998, l'assistance de la FAO. Celle-ci s'est concrétisée par le projet identifié en page de titre et financé par le Programme de coopération technique.

Le projet, approuvé le 16 avril 1998 par le Directeur général de la FAO, a commencé en juin de la même année. La contribution de la FAO, de 91 000 dollars EU, a été révisée à la hausse et portée à 92 670 dollars EU. Elle a couvert les prestations de services d'un consultant en système d'information, les services d'appui technique et de supervision du Siège de la FAO, l'achat d'équipement, les frais de voyage d'études d'un cadre du Ministère de l'agriculture et des frais d'opérations.

Le Ministère de l'agriculture a été désigné comme organisme gouvernemental chargé de l'exécution du projet.

L'objectif de l'assistance était d'aider le Ministère de l'agriculture dans la création d'une unité permettant la gestion et l'accès facile et rapide à toutes informations - statistiques ainsi que textuelles et hypermédia - utiles à la recherche et à la planification agricoles, ainsi qu'à la formulation de politiques de sécurité alimentaire. Plus spécifiquement, le projet visait à obtenir les produits suivants:

- un Service de gestion de l'information organisé et fonctionnel au sein de la Direction des études et de la coordination, qui coordonne les activités de collecte, de traitement et de diffusion de l'information agricole;
- deux points focaux dans différentes régions du pays;
- l'accès à des bases de données pertinentes (statistiques, textuelles, hypermédia);
- une équipe auprès de la DEC, formée à la gestion de l'information;
- un noyau d'utilisateurs (chercheurs, planificateurs, agents de vulgarisation) formés aux technologies modernes d'information;
- des produits et des services d'informations diffusées sous la forme la plus adaptée aux besoins des utilisateurs.

Cinq missions ont été réalisées au cours du projet:

- du 13 au 18 juillet 1998, un fonctionnaire de la Division de la bibliothèque et des systèmes documentaires (GIL) de la FAO a évalué l'organisation du Service de gestion de l'information et les capacités locales d'appui au projet, et a donné des conseils pour l'acquisition des équipements. C'est à la suite de cette mission que la Division GIL a demandé la révision du projet;
- du 2 au 19 janvier 1999, un fonctionnaire du Bureau régional du Caire a effectué une mission d'appui technique pour installer le matériel acquis et configurer les logiciels serveurs. Il a en outre formé six membres du personnel à l'administration du système et du réseau de l'ensemble;
- du 31 janvier au 6 février 1999, un fonctionnaire de la Division de la statistique (ESS) de la FAO a organisé une formation sur le traitement statistique des bilans alimentaires;
- du 16 novembre au 13 décembre 1999, un consultant en système d'information s'est rendu à Beyrouth pour organiser une formation complémentaire dans la gestion de l'information, dégager les orientations nécessaires en vue du

développement des services et conseiller sur la promotion et la commercialisation des services offerts;

- enfin, du 7 au 11 février 2000, un fonctionnaire de la Division GIL a rendu visite au projet pour procéder à l'évaluation finale.

2. RESULTATS DES TRAVAUX REALISES ET CONCLUSIONS

2.1 Service de gestion de l'information (SGI)

L'organigramme structurel du Service de gestion de l'information est défini, les postes fléchés et la moitié de son personnel identifié. Le Service n'est toutefois pas encore officiellement constitué en raison du retard pris dans la construction du centre d'information de Ghazir. Les nouveaux locaux qui doivent héberger le Service ont été achevés à la fin de l'année 1999 mais n'avaient pas encore été officiellement réceptionnés lors de la rédaction du présent rapport. Ni les locaux du Ministère ni ceux occupés actuellement dans le quartier de Furn-El-Chebbak par le projet UTF/LEB/016 ne permettent d'accueillir l'équipe du SGI (six à sept personnes initialement). En l'absence de locaux disponibles, le Directeur national du projet a donc préféré surseoir à la création du Service.

La structure du SGI est toutefois définie et reflète ses fonctions essentielles: deux profils documentalistes (gestion de l'information textuelle sur média électronique et papier), deux profils SIG (gestion de l'information spatiale) et, enfin, deux profils d'administrateurs systèmes/réseaux. Les activités seront coordonnées par une personne expérimentée dans la supervision des systèmes d'information, placée elle-même sous la responsabilité du Directeur de la DEC.

L'expérience du projet TCP et du projet UTF/LEB/016 ayant montré la faiblesse des capacités internes du Ministère en matière de technologies de l'information, l'approche retenue par la DEC pour apporter au Service les qualifications faisant défaut et lui insuffler la dynamique qui manque parfois au secteur public est de constituer une équipe mixte composée de fonctionnaires issus du Ministère de l'agriculture et de contractuels recrutés dans le privé. C'est une approche qui a fait ses preuves lors de l'exécution du recensement agricole et qui devrait donner également de bons résultats pour le SGI, dans la mesure où les salaires proposés seront suffisamment attractifs pour recruter des informaticiens qualifiés. Cette stratégie est toutefois fortement dépendante de l'assistance financière extérieure, ce qui pose le

problème de la durabilité. Les fonctionnaires qui seront cooptés par le SGI ont été identifiés au cours des formations réalisées par le projet.

2.2 Personnel et formation

Le projet a permis de renforcer les capacités techniques du personnel du Ministère de l'agriculture en organisant plusieurs formations:

- une formation "Administration Windows NT et réseau", qui a touché six personnes de la DEC dont les personnes pressenties pour faire partie du Service de gestion de l'information. Le cours a porté sur l'installation de serveur NT, la gestion des utilisateurs, la configuration du réseau Transmission Control Protocol/Internet Protocol (TCP/IP), le partage de ressources et les permissions, la configuration du service d'accès à distance et des modems, ainsi que sur d'autres aspects connexes à l'administration des serveurs Windows NT;
- un voyage d'études, organisé du 21 septembre au 3 octobre 1998 au Siège de la FAO, a permis à un cadre de la Direction des études et de la coordination de prendre connaissance de la diversité des systèmes d'information et de la puissance de l'Internet et des technologies de l'information en général. Ce cadre s'est familiarisé avec les outils utilisés par WAICENT et a pu rapporter sur CD-ROM des données relatives au Liban extraites des principales bases de données de la FAO;
- une formation de deux cadres à la gestion de l'information; elle a porté en particulier sur l'analyse des systèmes d'information de la FAO, les modèles possibles pour le projet libanais, les différents modes de diffusion et de promotion des produits documentaires en fonction des différents usages et usagers, ainsi que sur l'importance des activités de veille technologique;
- la formation d'un noyau d'utilisateurs (dix personnes) provenant des diverses Directions du Ministère sur les possibilités offertes par les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) dans la gestion de l'information agricole. Le cours a porté sur l'utilisation des outils Internet en particulier et a été illustré par l'accès à des sites WWW agricoles, dont celui de la FAO.

Ces formations représentent une première étape dans le processus d'acquisition des compétences nécessaires à la mise en oeuvre des activités de Ghazir. Le personnel contractuel qui complétera l'équipe devrait permettre de renforcer les compétences actuelles. Il reste toutefois indispensable de prévoir dans les futurs projets d'assistance un plan de formation

complémentaire intensif afin de doter Ghazir des capacités techniques initiales essentielles pour assurer ses fonctions. L'évolution rapide des technologies de l'information commande également de prévoir un plan de formation continue destiné à garantir le niveau des agents de Ghazir.

2.3 Equipement

Le projet a doté le SGI de l'équipement nécessaire pour lancer un Intranet regroupant les producteurs et les utilisateurs d'information. Cet équipement comprend deux serveurs Windows NT 4.0, du matériel pour la constitution du réseau local (hubs, switch Ethernet 10/100, câbles), une imprimante laser, un lecteur de cartouche Iomega Jazz pour les sauvegardes et 6 modems dont trois pour les appels entrants, et trois pour les clients isolés devant se connecter à l'Intranet.

Cet équipement a été choisi dans le contexte de la DEC et de son activité actuelle principale qui est la réalisation du recensement et l'exploitation de ses résultats. Dans ce contexte, la DEC dispose déjà d'une quinzaine de PC fonctionnant sous environnement Microsoft et en réseau local. Les postes sont équipés des outils de Bureautique classique (suite Microsoft Office); les traitements statistiques se font avec le logiciel IMPS et une première base de données relative au recensement agricole a été réalisée avec Microsoft Access. A terme cependant, seul le matériel acquis dans le cadre du projet devrait être transféré à Ghazir.

Sur les deux serveurs fournis par le projet sont installés le logiciel serveur de messagerie électronique Microsoft Exchange, le matériel et le logiciel serveur de connexion à distance RAS, et enfin le logiciel IIS qui regroupe les fonctions de serveur WWW, FTP et Gopher.

Les deux serveurs sont opérationnels; le lecteur Iomega Jazz semble en revanche défectueux. Le matériel reste toutefois sous-utilisé, dans l'attente de son déménagement à Ghazir et de la constitution officielle du SGI. Ici encore, l'action du projet n'a constitué que la première étape d'un processus qui doit doter le centre de Ghazir des capacités matérielles nécessaires à ses fonctions. Il reste indispensable de prévoir, dans les futurs projets d'assistance, un plan d'équipement complémentaire. Le plan d'opération de Ghazir devrait prévoir en outre le renouvellement du matériel tous les deux à trois ans.

2.4 Conclusions

Le projet a rempli sa mission principale qui était de contribuer à l'établissement du système de gestion de l'information agricole, tout en sachant qu'il ne s'agit que de la première

étape d'un travail qu'il convient de poursuivre pour permettre au Ministère de l'agriculture de disposer d'un système d'information agricole bien organisé.

Le projet a doté la DEC des capacités matérielles nécessaires pour lancer un Intranet regroupant les principaux producteurs et utilisateurs d'informations. Il a dispensé des formations qui ont contribué au développement des compétences de la DEC et qui lui permettront notamment d'utiliser le matériel acquis et de rendre opérationnels les services du Système de gestion de l'information.

L'impact du projet a toutefois été minimisé par le retard pris dans la livraison du centre d'information de Ghazir, retard qui s'est traduit par l'absence de locaux pour le projet et le report de la création du Service de gestion de l'information. Les activités de collecte et de traitement de ce dernier n'avaient donc pas encore effectivement commencé lors de la rédaction du présent rapport. Par ailleurs, le risque de perte des acquis en termes de formation est réel si le SGI ne devient pas opérationnel dans les meilleurs délais.

3. RECOMMANDATIONS

La consolidation des acquis du projet implique les recommandations suivantes:

i. Procéder dès que possible à la publication de l'arrêté portant création du SGI et précisant son mandat ainsi que son organigramme. Procéder au recrutement de son personnel (cooptation pour les fonctionnaires titulaires, recrutement pour le personnel contractuel) et à son installation effective à Ghazir.

ii. Il est fortement recommandé que la suite de l'assistance prévue (addendum au projet UTF/LEB/016) ne commence qu'après l'installation du SGI afin de garantir un impact maximum des activités planifiées.

iii. Dans les activités du SGI, la mise en place de l'Intranet reliant les partenaires institutionnels de la DEC et le développement parallèle d'un premier produit d'information phare constituent les actions prioritaires. La réalisation du recensement agricole donne l'opportunité de développer ce produit de plusieurs manières: site Web interactif diffusant les chiffres suivant différents critères (thème, zones géographiques, etc.), rapports de synthèse en ligne (au format PDF, Word ou HTML), présentation des résultats sous forme cartographique, CD-ROM regroupant tout ou partie des résultats, etc.

iv. Formuler un plan directeur de formation et d'équipement afin de donner un cadre de développement cohérent à l'ensemble des projets d'assistance axés sur le SGIA (projet TCP/LEB/8821, addendum au projet UTF/LEB/016, extension du projet UTF/LEB/016, projet TCP/LEB/8924). Cet exercice a pour objectif d'éviter la duplication des efforts.

Annexe

LISTE DES RAPPORTS-DE MISSION

Rapport de mission. Rome. C. Brun. 1998. 10 p.

Rapport de mission. A. Al-Mutawa. 1999. 11 p.

Rapport de mission. T. Gillin. 1999. 3 p.

Rapport de mission. C. Fabre de Morlhon. 1999. 14 p.

الجمهورية اللبنانية
مكتب وزير الدولة لشؤون التنمية الإدارية
مركز مشاريع ودراسات القطاع العام

Republic of Lebanon

Office of the Minister of State for Administrative Reform

Center for Public Sector Projects and Studies

(C.P.S.P.S.)